

EUROPE • Une initiative populaire demandant la sortie de l'Autriche de l'UE va parvenir au parlement de Vienne. En bonne partie grâce aux efforts de deux associations basées en Suisse

Des extrémistes suisses volent au secours des anti-UE autrichiens

Sylvain Besson

«La sortie de l'Union européenne est possible!» C'est sous ce slogan que plusieurs organisations autrichiennes hostiles à la construction européenne ont rassemblé, à la fin de l'an dernier, quelque 194 000 signatures pour demander l'organisation d'un nouveau référendum sur la participation de l'Autriche à l'Union européenne (UE). Le texte sera transmis à la fin de cette semaine au parlement fédéral de Vienne. Ce relatif succès, qui a valu aux initiateurs l'assurance des principaux partis politiques autrichiens que leurs préoccupations seraient «prises au sérieux», est dû en bonne partie au travail de terrain de deux organisations originaires de Suisse: l'Association pour la connaissance psychologique de l'homme, en abrégé le VPM, et l'Association contre les fabriques d'animaux, le VgT, deux groupes aux affinités marquées avec l'extrême droite.

Le rôle du VPM, une organisation à la doctrine rigide dont l'activité politique en Suisse même va croissant, semble avoir été déterminant dans la campagne pour la pétition des anti-UE autrichiens. Formellement, seul un journal très proche du VPM, *Zeit-Fragen*, a participé à la récolte de signatures. Mais c'est la centrale de *Zeit-Fragen* à Zurich qui a invité en Autriche des opposants à l'UE comme l'économiste allemand Karl Albrecht

Schachtschneider ou le Français Jean-Paul Bled. C'est aussi à Zurich qu'ont été noués les contacts entre pétitionnaires autrichiens et anti-UE du reste de l'Europe, comme les Danois d'Euro-no ou les organisations antieuropéennes de gauche du collectif TEAM. *Zeit-Fragen* est généralement considéré comme le relais médiatique des thèses du VPM, qui n'aime pas apparaître ouvertement dans le débat public. Une autre organisation proche du VPM, Mut zur Ethik – «le courage de l'éthique» – a aussi mis son réseau de connaissances européennes à disposition.

Le VPM est souvent qualifié de «psychosecte» en raison de son organisation très fermée, du contrôle strict qu'il exerce sur ses membres, de sa proximité idéologique avec l'extrême droite et de sa vision paranoïaque de l'évolution du monde. Moins actif mais d'un appui précieux dans la récolte des signatures,

le VgT est à peine moins controversée. Le fondateur de cette organisation en Suisse et en Autriche, Erwin Kessler, a été condamné par le Tribunal fédéral pour infraction à la norme antiraciste: ses propos sur l'abattage rituel des animaux dans la religion juive confinaient à l'antisémitisme, ont estimé les juges. Le VgT s'est engagé dans la campagne autrichienne parce que l'UE a autorisé les transports d'animaux à travers l'Autriche.

Privés du soutien des grands partis et des médias, les anti-UE autrichiens avaient-ils d'autre choix que de faire appel à l'aide de groupes extrémistes originaires de Suisse? Non, estime Gabriele Wradyska, de l'Action interpartisanne pour une sortie de l'UE. «Je suis en contact avec des groupes communistes et des groupes d'extrême droite, parce qu'ils partagent notre objectif. Moi-même, j'étais écologiste. Nos seuls soutiens durant la campagne de récolte des signatures ont été de petites organisations comme *Zeit-Fragen* et quelques politiciens du FPÖ, le parti de Jörg Haider. Sinon, tout le monde nous a traités comme des fous.»

Vote populaire peu probable

Le parlement autrichien a désormais six mois pour discuter de la pétition présentée par les opposants à l'UE. Contrairement à la Suisse, les initiatives populaires n'ont en Autriche pas de force contraignante. Le texte ne sera sûrement pas soumis au vote populaire, car tous les grands partis y sont opposés. Mais cela ne va pas décourager les antieuropéens: en Suisse, le VPM et le VgT vont faire campagne pour le rejet, le 4 mars prochain, de l'initiative «Oui à l'Europe!». ■

«Nos seuls soutiens ont été des petites organisations et quelques politiciens du FPÖ»